

LE RND FÊTE SES 20 ANS

Les omissions d'Ouyahia

En ce vingtième anniversaire du Rassemblement national démocratique, tous les fondateurs ou presque ont eu droit aux honneurs. Omission remarquable : Mohamed Betchine dont les réseaux ont donné au parti, dès sa création, un ancrage dans la société.

Lyas Hallas-Alger (Le Soir) - Le Rassemblement national démocratique (RND) a choisi la Maison du peuple pour fêter ses 20 ans. Elle était assez exiguë pour contenir tous les invités venus de toutes les régions du pays. La cérémonie, qui a vu le secrétaire général (SG) du parti, Ahmed Ouyahia, discourir sur les contributions politiques du parti, a été ponctuée par la distribution de prix de distinction à un nombre de militants.

Les fondateurs ont ainsi eu droit aux honneurs. Ceux, en tout cas, qui méritent les honneurs du point de vue de l'actuelle direction. Omission remarquable : le tout puissant conseiller du président Liamine Zeroual, le général Mohamed Betchine, lequel, faut-il le rappeler, était le principal fondateur et architecte du parti et dont les réseaux transversaux ont donné au parti, dès sa création, un ancrage dans la société.

En effet, parmi les 22 membres honorés, il y a bien sûr le SG Ahmed Ouyahia, son prédécesseur Abdelkader Bensalah, le défunt

Abdelhak Benhamouda, l'ancien ministre des Affaires religieuses Bouabdellah Ghlammallah, l'actuel ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels Mohamed Mebarki, le défunt ministre du Commerce Bakhti Belaïb, le SG du gouvernement Ahmed Noui, le premier SG du ministère de la Défense Mehdi Cherif, l'ancien ministre des Moudjahidine Mohamed Cherif Abbas, le défunt ministre des Transports Mohamed Maghlaoui, le SG de l'UGTA Abdelmadjid Sidi Saïd, Fatma-Zohra Flici, Mohamed Tahar Bouzeghoub, Khaldi Boumediene et même Belkacem Mellah, candidat malheureux au poste de SG. Mais point du général Betchine.

Dans son discours, Ahmed Ouyahia, qui s'est félicité du nombre des adhérents que compte aujourd'hui le parti -218 000 répartis à travers les différentes structures en Algérie et à l'étranger, dont 44 000 femmes et 75 000 militants de moins de 35 ans-, a retracé le parcours politique du RND. Il a rappelé le soutien du parti au président Zeroual et son engagement dans la gestion de



Ahmed Ouyahia.

ce qu'il a qualifié de «conséquences du populisme qui a fait passer le pays sous les fourches caudines du FMI». Et de s'attarder sur le «soutien convaincu» apporté au Président Bouteflika. «Notre parti a été l'initiateur de conjonctions d'efforts politiques pour consolider l'assise de la majorité politique, à l'image de la coalition créée en 1999 et l'alliance présidentielle qui a vu le jour en 2003 et qui a duré près d'une décennie», a-t-il noté.

Dans ce contexte, le SG du RND qui a souligné que la référence du parti reste la déclaration du 1^{er}

Novembre, a repris une citation de feu Abdelhak Benhamouda prononcée devant la conférence de l'entente nationale en 1996, pour exprimer son engagement patriotique et son «positionnement» du côté des travailleurs : «Nous sommes nés en Algérie et nous y demeurerons. Nos âmes serviront de tremplin à la gloire de la patrie. Nos larmes, nos blessures, nos douleurs seront des ponts par lesquels nous irons de la tragédie actuelle vers un avenir où se réaliseront les espérances de notre peuple pour la paix, la justice et le progrès.» C'était aussi l'occasion pour défendre

certaines choix politiques et son bilan à la tête du gouvernement, notamment la très contestée loi de finances complémentaire pour 2009, considérée par beaucoup d'économistes comme un tournant catastrophique pour les affaires en Algérie.

«Ceux qui nous reprochent de protéger nos entreprises ont désormais la preuve de la justesse de nos choix par le biais des initiateurs du mouvement de la mondialisation qui optent aujourd'hui pour le protectionnisme», a-t-il dit dans une allusion aux décisions économiques de l'administration de Trump aux Etats-Unis.

Et pour démontrer les sacrifices du peuple algérien et sa capacité de résistance, il s'est permis une digression sur les déclarations du candidat aux présidentielles françaises Emmanuel Macron, sans le nommer : «Aujourd'hui, on admet que c'était des crimes contre l'humanité».

Et de conclure : «Par-delà les réformes requises, le succès de la transition économique et sociale repose d'abord sur une évolution des mentalités pour se libérer de la logique rentière, pour surmonter les entraves des lobbies et les influences des intérêts étrangers, et pour faire triompher les intérêts économiques véritables du pays et les intérêts sociaux réels du peuple».

L. H.

BELABBAS DÉFEND LA PARTICIPATION DU RCD AUX LÉGISLATIVES :

«Chacun est libre de choisir sa stratégie»

Le président du RCD réfute la «mort» du projet de transition démocratique comme proclamé mercredi dernier par certains de ses pairs au sein de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition, invitant à «cesser de jouer au clown en politique qui n'apporte rien».

Mohamed Kebci-Alger (Le Soir) - Mohcine Belabbas, qui s'exprimait hier samedi au forum du quotidien arabophone *El Hiwar*, a, en effet, estimé que la transition démocratique, élaborée par la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CLTD), conglomérat trans-partisan composé du RCD, Nahda, FJD, MSP et de l'ancien chef de gouvernement, Ahmed Benbitour, juste avant les élections présidentielles d'avril 2014, et que les participants à la première conférence de Mazafran ont adoptée, n'est qu'une feuille de route pour une étape bien déterminée. Avec, a-t-il encore précisé, des phases à effectuer dont une Constitution consen-

suelle, une haute instance indépendante de supervision des élections,... Encore fallait-il, pour matérialiser ce projet, «inverser le rapport de force à l'effet de contraindre le pouvoir en place à dialoguer autour de ce projet».

Ce que, a reconnu, le président du RCD, «l'opposition n'a pu faire» en raison, selon lui, des «entraves» que ce même pouvoir a dressées pour empêcher la jonction de cette même opposition avec le peuple.

D'où, a soutenu Belabbas, la décision de la quasi-majorité des membres de l'Icso de prendre part aux élections législatives du 4 mai prochain pour, a-t-il expliqué, mettre à profit la prochaine campagne électorale pour faire la promotion de ce projet de transition démocratique.

Car, a-t-il avancé, le pouvoir «ne pourra absolument rien faire» pour nous empêcher de transmettre notre message lors de cette campagne électorale.

Et au président du RCD de rappeler que l'Icso est «un cadre de concertation et de débats mis sur pied au lendemain de la première conférence de Mazafran du 10 juin 2014 au bénéfice des

divers acteurs associatifs et syndicaux, impliqués dans le projet d'une transition démocratique».

Répondant à des pairs de cette instance l'accusant au même titre que d'autres partis ayant opté pour la participation aux prochaines élections législatives, de négocier des quotas à la prochaine Assemblée nationale, Belabbas a estimé que «la fraude électorale a été de tout temps opérée contre l'opposition».

Et de considérer que «chacun est libre d'avoir sa propre stratégie, de la modifier quand il le juge nécessaire. C'est l'essence même du multipartisme», a-t-il encore répliqué à ceux qui soutiennent que les participationnistes se sont reniés. «Cessons de jouer à la clownerie politique, car elle n'apporte pas de solutions aux problèmes du pays», a-t-il ajouté.

Pour le président du RCD, ceux qui soutiennent que nous avons «trahi» le projet de la transition démocratique «n'ont visiblement pas compris la plateforme». Des éclaircissements tenus devant Samir Benlarbi, un de ceux qui ont proclamé la mort du projet de transition démocratique.

M. K.

AMARA BENYOUNÈS À MASCARA :

«Rompre définitivement avec l'économie socialiste et l'assistanat»

Le président du MPA Amara Benyounès était en déplacement, ce samedi, à Mascara où a eu lieu une rencontre organique pour l'installation de la commission exécutive de wilaya du parti qui fêtait ses cinq ans d'existence.

Devant un parterre de militants à la Maison de la culture comble, il en profitera pour faire une brève intervention en demandant aux Algériens de prendre conscience des dangers qui guettent le pays.

Le colonialisme avait sévi, dira-t-il, sous prétexte de mission civilisatrice et aujourd'hui, l'on brandit la carte de la démocratie. Voilà pourquoi, poursuivra-t-il, il nous appartient d'œuvrer pour assurer une stabilité qui ne se fera que par le respect des règles du jeu démocratique et voter lors des législatives pour

immuniser notre pays contre toutes les tentatives. Nos recettes ont baissé de 70 % suite à l'effondrement du prix du pétrole.

Voilà pourquoi aujourd'hui, il faut songer à instaurer des réformes cohérentes en rupture totale avec l'économie socialiste et l'assistanat. Il ne s'agit pas de pénaliser qui que ce soit, mais de faire preuve de lucidité, enchaînera Benyounès, en prônant l'édification d'une société de travail. aS'adressant aux jeunes qui revendiquent leur part du pétrole, il déclarera, oui pour une répartition

équitable des richesses mais il est impératif de réhabiliter le travail. Il tirera à boulets rouges sur les partis politiques qui, selon lui, n'ont qu'un seul mot d'ordre : le boycott et le départ du Président Bouteflika.

Et de s'interroger : «Que nous proposent-ils, en Algérie, il y a des opposants mais pas d'opposition». Parmi les propositions de son parti, il citera la réforme du foncier nécessaire pour l'investissement tant pour le secteur agricole que foncier.

L'autre impératif pour le président du MPA est l'ouverture des capitaux des banques en faisant remarquer que l'Algérie est probablement le seul pays au monde où elles sont encore publiques alors que dans les républiques de l'URSS

et la Chine, les choses ont changé. Enfin, Amara Benyounès s'attaquera au marché informel et à ceux qui le détiennent, les partis islamistes sans les nommer.

Demain, ils nous imposeront leur diktat et même un président de la République avec leurs capitaux, ajoutera-t-il.

Enfin, Amara Benyounès conclura en retraçant le parcours du MPA avec les résultats obtenus lors des différentes élections précédentes. L'on avait prédit l'effondrement du MPA avec la sortie de Benyounès du gouvernement, ironisera-t-il, et aujourd'hui, votre présence pour une réunion organique atteste du contraire.

M. Meddeber

MOUVEMENT

EL-ISLAH :

«Pas de transparence avec des listes électorales gonflées»

En marge d'une conférence de presse organisée par le parti à l'occasion de la journée nationale du Chahid, le président du mouvement El-Islah, Filali Ghouini, s'est reconcentré, suite à un hommage aux martyrs, sur le contexte actuel de préparation des élections législatives. En appelant les citoyens à s'impliquer davantage dans celles-ci, le conférencier a ajouté que «le vote est le seul outil d'expression de la souveraineté populaire».

Toutefois, F. Ghouini a souligné certaines dérives entravant l'avènement «d'un système électoral démocratique». Selon lui, la pratique du gonflement des listes électorales est très usitée par certains partis, sans qu'il ne les cite. Précisant ses propos, il a notamment évoqué des noms figurant sur plusieurs listes en même temps, des noms de personnes décédées mais présentées quand même sur ces listes, d'autres trafics liés aux changements de résidences et un tas de méthodes douteuses employées dans les élections. En donnant notamment des exemples de citoyens qui se sont présentés au bureau de vote mais qui ont trouvé que l'on a déjà voté et émargé à leur place. S'indignant face à ces procédés minables, le président du Mouvement appelle à ce qu'il y ait «assainissement des listes électorales» avant de prétendre assurer leur transparence.

N. B.